



**Nantes
Métropole**



Projet de reconstruction de la déchèterie de la Chapelle sur Erdre (44)

Dossier de demande d'enregistrement ICPE au
titre de la rubrique 2710

PJ n°2 Justification de la conformité à l'arrêté
ministériel du 26 mars 2012



Rapport n°A124605/version A– juillet 2023

Projet suivi par Dorothee PROFFIT – 06.13.28.41.83 – dorothee.proffit@anteagroup.fr

Fiche signalétique

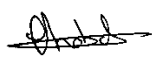

Projet de reconstruction de la déchèterie de la Chapelle sur Erdre
(44)

Dossier de demande d'enregistrement ICPE au titre de la rubrique 2710

PJ n°2 Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 26 mars
2012

CLIENT	SITE
Nantes Métropole	Nantes Métropole
2 Cours du Champ de Mars 44 923 Nantes Cedex 9	15 bis rue Ampère 44240 La Chapelle sur Erdre
Maxime CHAVENTRE Pôle Projet d'Equipements Département B.A.T.I.I. Direction Générale Ressources Fixe : 02 40 41 64 43 Mobile : 06 74 65 05 49 Mail : Maxime.chaventre@nantesmetropole.fr	

RAPPORT D'ANTEA GROUP	
Responsable du projet	Dorothée PROFFIT
Interlocuteur commercial	Dorothée PROFFIT
	Implantation de Nantes
Implantation chargée du suivi du projet	02.28.01.32.32 secretariat.nantes-fr@anteagroup.fr
Rapport n°	A
Version n°	version A
Votre commande et date	Marché subséquent n°4 2021-81336 en date du 29 septembre 2021
Projet n°	PDLP210362

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	Lucie CHABOT	Ingénieur de projet Dossiers réglementaires	Janvier 2023	
Approbation	Dorothée PROFFIT	Ingénieur de projet Infrastructure - Déchets	Février 2023	

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
V0		36		Version initiale

Justification de la conformité des installations avec les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012

Les prescriptions techniques imposées par la réglementation ICPE et intégrées dans la conception du projet sont synthétisées dans les tableaux suivants.

Les activités projetées doivent répondre aux dispositions prescrites par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, relevant du régime d'enregistrement (rubrique ICPE n°2710-2).

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
Article 1	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets).	La déchèterie est classée sous le régime de l'enregistrement sous la rubrique 2710-2, l'installation est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/03/12 modifié.	Conforme
Article 2	<u>Conformité de l'installation.</u> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	La déchèterie sera réalisée conformément au plan de masse fourni à la demande d'enregistrement.	Conforme
Article 3	<u>Dossier « installation classée ».</u> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : — une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; — le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; — l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; — les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; — les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :	L'exploitant établira et tiendra à jour un dossier comprenant l'ensemble des documents mentionné à l'article 3. Ce dossier sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<ul style="list-style-type: none"> — le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; — le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; — le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; — les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; — le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; — les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; — les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ; — les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ; — les consignes d'exploitation ; — le registre de sortie des déchets ; — le plan des réseaux de collecte des effluents. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
Article 4	<u>Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle.</u> L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	L'exploitant s'engage à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Conforme
Article 5	<u>Implantation.</u> L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	Aucun bâtiment habité ou occupé par des tiers ne sera présent dans l'emprise de l'installation.	Conforme
Article 6	<u>Envol des poussières :</u> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> - Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique 	Les voies de circulation interne et d'accès auront un revêtement par enrobés. Les aires de dépôts au sol auront un revêtement béton (dallage) renforcé de poutres métalliques. Les voiries et aires de dépôt au sol seront régulièrement nettoyées afin d'éviter tout envol de poussières par temps sec. Un auvent protégera la zone de dépôt des DEA et des compacteurs des intempéries. Les stockages seront effectués en caissons compacteurs pour la plupart des déchets. Les DEA, gravats, déchets verts seront stockés au sol, et séparés par des murs en béton de 0,80 m de hauteur.	Conforme
Article 7	<u>Intégration dans le paysage.</u> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.	Le projet s'insère au sein d'une zone d'activités économiques, accueillant des bâtiments de production, de fabrication et de logistique.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.	De plus, le projet sera principalement réalisé sur l'emprise de la déchèterie existante. L'aménagement d'espaces verts sur une partie de la future déchèterie sera mis en œuvre, pour permettre une meilleure intégration dans le paysage. L'espace boisé classé présent en limite Sud et Est du projet est conservé. Des arbres seront plantés pour compenser l'abattage d'arbres sur le site actuel et dans l'emprise de la nouvelle déchèterie. Le site sera maintenu dans un bon état de propreté (ramassage des éventuels envols de déchets, nettoyage de la voirie).	
Article 8	<u>Surveillance de l'installation.</u> L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	L'exploitation de la déchetterie se fera sous la surveillance du personnel présent sur place. Le personnel est formé et sensibilisé aux risques présents sur la déchèterie. Un système de vidéosurveillance et anti-intrusion sera mis en place sur l'ensemble du site afin de lutter contre les actes de malveillance.	Conforme
Article 9	<u>Propreté de l'installation.</u> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.	La déchetterie sera maintenue dans un bon état de propreté. Les déchets dangereux seront stockés à l'intérieur du bâtiment, à l'abri des intempéries.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
		Un auvent sera mis en place au-dessus des déchets stockés en caisson compacteur et des DEA.	
Article 10	<p><u>Localisation des risques.</u></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	Une signalétique adaptée sera utilisée pour identifier les risques présents sur le site (notamment les zones où un risque incendie est présent).	Conforme
Article 11	<p><u>Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les</p>	<p>L'exploitation de la déchèterie ne nécessite aucun usage de produits dangereux.</p> <p>Les déchets dangereux collectés seront stockés dans des locaux spécifiques ; les risques inévitables aux déchets présents et les consignes de sécurité y sont affichés.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.		
Article 12	<u>Caractéristiques des sols :</u> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.	Les déchets dangereux seront stockés dans le bâtiment, à l'abri des intempéries. Les déchets susceptibles de présenter une pollution de l'eau ou du sol (DMS/DDM) seront stockés dans un local contenant une fosse étanche constituée d'une double pente et surmontée de caillebotis. Ce système permettra la récupération des eaux de lavage et matières répandues accidentellement, et permettra également la séparation entre les acides et les bases. En outre, tout dépôt au sol se fera sur des aires étanches, revêtues en béton. Des moyens d'absorption seront prévus sur site.	Conforme
Article 13	<u>Réaction au feu :</u> Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) : - Parois intérieures et extérieures de classe de matériaux A2 s2 d0.	L'entreposage des déchets sera réalisé dans des locaux conformes à la réglementation en vigueur, notamment au regard du risque feu.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
Article 14	<p><u>Désenfumage :</u></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; - A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>	<p>L'entreposage des déchets se fera majoritairement en extérieur.</p> <p>Les déchets devant être stockés à l'abri seront entreposés dans des locaux conformes à la réglementation en vigueur, notamment au regard du désenfumage.</p>	Conforme
Article 15	<p><u>Clôture de l'installation :</u></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès</p>	<p>L'emprise du projet sera clôturée sur toute sa périphérie et équipée de portails d'accès qui seront fermés en dehors des heures d'ouverture :</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.	<ul style="list-style-type: none"> - Un portail double vantail manuel permettra l'entrée des usagers et la sortie des usagers refusés, - Un portail automatique permettra l'entrée et la sortie de l'exploitant, et la sortie des usagers. <p>Un panneau d'information sera installé en entrée de site précisant les horaires d'ouverture.</p>	
Article 16	<p><u>Accessibilité :</u></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>	<p>Les voiries seront dimensionnées pour répondre aux contraintes de fréquentation.</p> <p>Une signalisation routière sera mise en place au sein de l'installation précisant les limitations de vitesse, les sens de circulation, etc.</p> <p>L'ensemble des zones de stockage de déchets sera accessible aux engins de secours et de lutte contre l'incendie. En effet, en cas d'incendie, les services de secours pourront rentrer sur le site via le portail d'accès exploitant. Ils auront alors accès aux zones de stockages des déchets non dangereux, et au bâtiment.</p> <p>Le mur de soutènement en place sur le linéaire complet de la zone de dépôt possèdera un débord de 25 cm, permettant d'empêcher les chutes de véhicules, des butées de roue seront également fixées en amont du mur.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
Article 17	<p><u>Ventilation des locaux :</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p>	<p>Le bâtiment construit dans le cadre du projet disposera des équipements de ventilation adapté à son usage.</p> <p>Les DMS seront stockés dans des containers adaptés respectant les conditions de stockage particulière (rétention, ventilation).</p>	Conforme
Article 18	<p><u>Matériels utilisables en atmosphères explosives :</u></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p> <p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenus à la disposition des services d'inspection.</p>	<p>Les locaux DDS et DEEE seront conformes à la réglementation en vigueur.</p>	Conforme
Article 19	<p><u>Installations électriques :</u></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont</p>	<p>Les installations électriques seront réalisées dans le respect des normes en vigueur. Les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>	<p>Les équipements métalliques seront mis à la terre, conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.</p>	
Article 20	<p><u>Systèmes de détection et d'extinction automatiques :</u></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>Chaque local du bâtiment (rue, locaux de stockage, bureau, etc.) sera équipé d'un détecteur de fumée.</p> <p>Les comptes rendus des tests et vérifications de maintenance seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le site ne nécessite pas la mise en place d'un système de d'extinction automatique.</p>	Conforme
Article 21	<p><u>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie :</u></p>	<p>Un point hydrant est présent à proximité de l'entrée de la déchèterie. La dernière vérification de l'ouvrage indique un débit de 156 m³/h. Ce point hydrant a donc</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; 	<p>la capacité de délivrer à minima un débit de 60 m³/h pour lutter contre un incendie sur le site.</p> <p>Des extincteurs seront mis en place dans les locaux du bâtiment. Ils seront localisés sur un plan affiché dans le bâtiment.</p> <p>Le rapport annuel de contrôle sera intégré aux contraintes d'exploitation.</p>	

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<ul style="list-style-type: none"> - D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>		
Article 22	<p><u>Plans des locaux et schéma des réseaux.</u></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>L'exploitant s'engage à réaliser un plan indiquant le positionnement des équipements d'alerte et de secours.</p> <p>Ce plan sera disponible et affiché sur site.</p> <p>Le plan des installations et des réseaux est joint à la demande d'enregistrement (PJ n°20).</p> <p>Ces plans seront maintenus à jour par l'exploitant.</p>	Conforme
Article 23	<p><u>Travaux.</u></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la</p>	<p>Le cas échéant, des permis d'intervention et des permis de feu seront établis avant la réalisation de travaux sur le site.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>		
Article 24	<p><u>Consignes d'exploitation.</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p>	<p>Les consignes d'exploitation de la déchèterie seront affichées sur le site.</p> <p>Le personnel est sensibilisé au respect des consignes d'exploitation</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<ul style="list-style-type: none"> — l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; — l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; — l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; — les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; — les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; — les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; — les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; — la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; — les modes opératoires ; — la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; — les instructions de maintenance et de nettoyage ; — l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 		

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.		
Article 25	<p><u>Vérification périodique et maintenance des équipements.</u></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>	La vérification périodique de tous les équipements concernés sera réalisée par un prestataire agréé.	Conforme
Article 26	<p><u>Formation.</u></p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : — le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; 	Le personnel d'exploitation de la déchèterie est formé aux consignes d'exploitation, aux risques liés aux opérations de gestion de déchets.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<ul style="list-style-type: none"> — la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; — la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; — les déchets et les filières de gestion des déchets ; — les moyens de protection et de prévention ; — les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; — les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>		
Article 27	<p><u>Prévention des chutes et des collisions :</u></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <p>I. Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif antichute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p>	<p>La déchèterie sera équipée de dispositifs d'éclairage adapté à la fonction de chaque zone.</p> <p>La déchèterie est conçue suivant un modèle « à plat » qui présente des risques moindres de chute, le dépôt des déchets sera effectué au niveau d'un mini quai de 0,80 m de haut. Il n'est pas prévu la mise en place d'un garde-corps. Un débord du mur de soutènement de 25 cm est prévu, un affichage du risque de chute et des consignes de sécurité sera réalisé ainsi que la</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>	<p>sensibilisation des usagers à ce nouveau mode de dépôt.</p> <p>Un garde-corps sera mis en œuvre entre le bâtiment d'exploitation et la zone des compacteurs qui est une zone de circulation pour les piétons.</p> <p>Un plan de circulation identifiant le cheminement des piétons, et les voies de circulation des véhicules est affiché sur le site.</p>	
Article 28	<p><u>Zone de dépôt pour le réemploi.</u></p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>	<p>La déchèterie disposera d'une zone d'environ 36 m² dédiée au réemploi et au textile.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
Article 29	<p><u>Stockage rétention :</u></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>	<p>Les cuves et fûts permettant de recueillir les huiles seront mis en place sur rétention et/ou auront une double enveloppe (huile de vidange en particulier).</p> <p>Le local DDS sera conforme à la réglementation. Les déchets collectés y seront mis en place sur rétention dissociant les différents produits (acide/base).</p> <p>Le projet prévoit l'aménagement d'un bassin étanche pour rétention des eaux pluviale de 130 m³ et permettra d'assurer la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>A noter que le bas de quai, aménagé en déblais, peut également constituer une rétention secondaire.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.		
Article 30	<p><u>Prélèvements d'eau, forages :</u></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de disconnexion évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour empêcher de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.</p>	Le raccordement sur le réseau public sera réalisé conformément à la réglementation et aux prescriptions techniques du concessionnaire. En outre, il sera équipé d'un dispositif de disconnexion.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.		
Article 31	<p><u>Collecte des effluents.</u></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	Hormis les eaux pluviales, la déchèterie ne sera à l'origine d'aucun effluent.	Sans objet
Article 32	<p><u>Collecte des eaux pluviales :</u></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>	Les eaux pluviales du site seront collectées dans un réseau séparatif.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.	<p>Les eaux pluviales de voirie seront traitées par passage dans débourbeur/décanteur en amont du bassin de stockage et régulation et par un séparateur d'hydrocarbures en sortie de ce bassin, avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Les eaux pluviales de toiture non susceptible d'être polluée sont stockées en partie au droit des toitures végétalisées puis infiltrées dans les tranchées infiltrantes en périphérie du bâtiment et de l'auvent.</p>	
Article 33	<p><u>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité :</u></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p>	Le bassin enterré prévu permet d'assurer le stockage et la régulation des eaux pluviales pour respecter un débit de rejet de 3 l/s/ha et tamponner une pluie décennale.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.		
Article 34	<p><u>Mesure des volumes rejetés et points de rejets</u></p> <p>La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	Le rejet des eaux pluviales se fera en un point unique, aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.	Conforme
Article 35	<p><u>Valeurs limites de rejet.</u></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> — pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; — température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> — matières en suspension : 600 mg/l ; — DCO : 2 000 mg/l ; 	<p>Le rejet des eaux pluviales rejoint le ruisseau de la Gesvrine situé en contrebas du talus historique.</p> <p>Les valeurs limites de rejet applicables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> MES : 100 mg/l ; DCO : 300 mg/l ; DBO5 : 100 mg/l ; indice phénols : 0,3 mg/l ; chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; cyanures totaux : 0,1 mg/l ; AOX : 5 mg/l ; arsenic : 0,1 mg/l ; hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; métaux totaux : 15 mg/l. 	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>— DBO5 : 800 mg/l.</p> <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>— matières en suspension : 100 mg/l ;</p> <p>— DCO : 300 mg/l ;</p> <p>— DBO5 : 100 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <p>— indice phénols : 0,3 mg/l ;</p> <p>— chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>— cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</p> <p>— AOX : 5 mg/l ;</p> <p>— arsenic : 0,1 mg/l ;</p> <p>— hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</p> <p>— métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>		

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.		
Article 36	<u>Interdiction des rejets dans une nappe.</u> Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires vers les eaux souterraines est interdit.	Aucun rejet dans la nappe ne sera réalisé dans le cadre de l'exploitation de la déchetterie. Les eaux pluviales de toiture qui seront infiltrées ne sont pas considérées comme des eaux résiduaires.	Conforme
Article 37	<u>Prévention des pollutions accidentelles.</u> Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.	Les déchets dangereux seront stockés dans des locaux conformes à la réglementation, sur les rétentions adaptées à chaque contenant. En outre, tout dépôt au sol se fera sur des aires étanches, revêtues en béton. Des moyens d'absorption seront prévus sur site. Le projet prévoit l'aménagement d'un bassin enterré étanche pour rétention des eaux pluviale de 130 m ³ . Il permet d'assurer également le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ou de pollution des eaux pluviales, grâce à la mise en œuvre d'une vanne d'isolement.	Conforme
Article 38	<u>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</u> Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa	La qualité du rejet des eaux pluviales sera vérifiée annuellement. Les résultats seront tenus à disposition des services d'inspection.	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p>		
Article 39	<p><u>Épandage.</u></p> <p><u>L'épandage des déchets et effluents est interdit.</u></p>	Aucun épandage d'effluents ou de déchets ne sera réalisé.	Conforme
Article 40	<p><u>Prévention des nuisances odorantes.</u></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents</p>	<p>Les déchets reçus sur la déchèterie sont majoritairement imputrescibles et ne génère pas d'odeur.</p> <p>De plus, les déchets sont évacués à l'avancement, leur temps de séjour sur le site est donc très réduit.</p> <p>Les déchets verts seront évacués par semi-remorque et pas stockés sur le site, le processus de dégradation</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité									
	gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.	pouvant générer des odeurs n’aura pas lieu au sein de la déchèterie.										
Article 41	<p><u>Valeurs limites de bruit.</u></p> <p>I. — Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II.-Véhicules.-Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont</p>	NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Une mesure de bruit et d'émergence conforme à la réglementation sera réalisée dans l'année suivant le démarrage de l'installation.</p> <p>Les véhicules et engins de chantier utilisés sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>L'installation ne sera pas génératrice de vibrations.</p> <p>La déchèterie se situe dans une zone d’activité, les habitations les plus proches se trouvent à environ 400 m.</p>	Conforme
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)										

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III.-Vibrations.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>IV.-Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>		

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
Article 42	<p><u>Admission des déchets.</u></p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. - Réception et entreposage.</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.</p>	<p>Les déchets ne sont acceptés que pendant les heures d'ouverture et en présence du gardien de la déchèterie.</p> <p>Le gardien effectue un contrôle visuel des déchets apportés par l'usager à l'entrée de la zone de dépôt et oriente vers la zone de vidage appropriée.</p> <p>Le gardien peut justifier du refus de l'acceptation d'un déchet.</p> <p>La collectivité dispose d'éléments pour informer sur les filières existantes.</p> <p>Chaque flux de déchets acceptés est signalé par un panneau spécifique. Le gardien contrôle le taux de remplissage des zones de dépôt et des compacteurs, afin de déclencher l'enlèvement des déchets.</p>	Conforme
Article 43	<p><u>Déchets sortants.</u></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de</p>	<p>La collectivité tient à jour un registre des déchets sortants.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	<p>l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I.-Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la date de l'expédition ; — le nom et l'adresse du destinataire ; — la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; — le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; — l'identité du transporteur ; — le numéro d'immatriculation du véhicule ; — la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; 		

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE.		
Article 44	<p><u>Déchets produits par l'installation.</u></p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>	L'exploitant s'engage à respecter les filières de traitement des déchets et à émettre un bordereau de suivi pour tous déchets remis à un tiers.	Conforme
Article 45	<p><u>Brûlage.</u></p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>	Le brûlage des déchets est interdit.	Conforme
Article 46	<p><u>Transports.</u></p> <p>Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.</p> <p>L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuse par voies terrestres pour le transport des déchets</p>	<p>Les bennes de transport seront recouvertes d'un filet ou d'une bâche afin d'empêcher les envols.</p> <p>L'exploitant s'assurera des bonnes conditions de transport des déchets.</p>	Conforme

Article	Prescriptions techniques des arrêtés ministériels	Prises en compte dans le projet	Analyse de la conformité
	dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.		
Article 47	<u>Contrôle par l'inspection des installations classées.</u> L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.		Sans objet
Article 48	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française		Sans objet